APPEL DE CANDIDATURES
Prière d'afficher et de diffuser

Poste :	Conseiller(ère) juridique volontaire – Justice transitionnelle
Emplacement :	Bamako, Mali
Durée :	6 mois (renouvelable)
Début des fonctions :	Janvier 2016
Conditions :	L'affectation est de nature bénévole. Tous les frais sont pris en charge par le consortium.
Langue de travail :	Français

Contexte

Avocats sans frontières Canada (ASFC), en consortium avec le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), dans le cadre du projet « *Justice, prévention et réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise au Mali* » (JUPREC), cherche un(e) coopérant(e) volontaire pour réaliser une mission au Mali en matière de justice transitionnelle.

Résumé du poste

Le/la conseiller(ère) juridique appuiera la mise en œuvre d'activités prévues du JUPREC en matière de justice transitionnelle.

Description du mandat

- Appuyer l'organisation et la préparation du contenu de quatre espaces de concertation multi-acteurs et de rencontres d'appui techniques et d'échange avec des représentant(e)s de la société civile et de l'État en matière de justice transitionnelle;
- Réalisation de recherches comparatives et de notes analytiques sur différents mécanismes judiciaires et non-judiciaires de justice transitionnelle et sur des thèmes reliés au droit pénal international, le droit international des droits humains et le droit international humanitaire;
- Appuyer l'élaboration de documents vulgarisés d'information sur la justice transitionnelle;
- Appuyer l'organisation d'une activité de formation et de sensibilisation sur la Cour pénale internationale, le Statut de Rome et le principe de complémentarité;
- Analyser l'application du principe de complémentarité du Statut de Rome de la Cour pénale internationale au Mali;
- Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer;
- Réaliser d'autres tâches associées aux activités du bureau d'ASFC au Mali qui peuvent être demandées par le chef de mission ou la directrice de la programmation.

Compétences requises

- Formation universitaire en droit;
- Connaissances en matière de justice transitionnelle, droit pénal international, droits humains et droit international humanitaire;
- Forte motivation associative, intérêt pour la solidarité internationale et adhésion aux valeurs des membres du consortium;
- Maîtrise du français écrit et parlé;
- Aptitudes à la rédaction de documents et de recherches juridiques comparatives;
- Capacités à s'adapter à des situations et des conditions de travail difficiles (mesures de sécurité strictes, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression etc.);
- Capacités à travailler en équipe;
- Capacités à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Expérience antérieure en organisation, en logistique et en réalisation d'évènements publics, d'ateliers ou de tables rondes;
- Disposition à se déplacer dans d'autres régions du pays sécuritaires;
- Maîtrise d'outils informatiques (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité.

Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience de travail en Afrique de l'Ouest et de préférence au Mali;
- Connaissance de l'histoire et de la situation politique, juridique, économique et sociale du Mali;
- Connaissance des intervenants canadiens, haïtiens et internationaux du domaine de la justice (gouvernementaux et société civile) actifs au Mali.

Conditions d'admissibilité

- Être citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e) du Canada;
- Être couvert(e) par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible à participer à cinq jours de formation pré-départ dans la semaine du 14 décembre 2015.

Processus de sélection

Les personnes intéressées doivent soumettre leur candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) en français aux coordonnées suivantes :

Adresse de courriel: recrutement.pcv@asfcanada.ca
Objet : Conseiller(ère) juridique volontaire – Justice transitionnelle – Mali 2016

Les candidatures doivent être reçues au plus tard le dimanche 22 novembre à 23h59.

Nous remercions tous les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.